



# Assemblée générale

Distr. générale  
5 décembre 2024  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-dix-neuvième session

Point 137 de l'ordre du jour

**Examen de l'efficacité du fonctionnement  
administratif et financier de l'Organisation  
des Nations Unies**

### **Révision du mandat du Fonds pour la consolidation de la paix**

#### **Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires**

## **I. Introduction**

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné une version préliminaire du rapport du Secrétaire général sur la révision du mandat du Fonds pour la consolidation de la paix ([A/79/541](#)). Il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 21 novembre 2024.

### **Contexte**

2. Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale, dans sa résolution [60/180](#), et le Conseil de sécurité, dans sa résolution [1645 \(2005\)](#), ont demandé au Secrétaire général de créer le Fonds pour la consolidation de la paix, financé à l'aide de contributions volontaires. Dans son rapport sur l'investissement dans la prévention et la consolidation de la paix ([A/76/732](#)), le Secrétaire général a demandé que soit approuvée l'idée consistant à compléter le financement du Fonds au moyen de contributions statutaires, ce qui permettrait de remédier aux problèmes de financement persistants, dus au fait que celui-ci dépend des contributions volontaires. On trouve de plus amples informations sur la proposition du Secrétaire général, ainsi que les observations et les recommandations du Comité, dans le rapport correspondant du Comité ([A/76/821](#), par. 10 à 12).

3. Le Comité consultatif rappelle en outre que l'Assemblée générale, dans sa résolution [78/257](#), a noté que le montant des contributions volontaires n'avait pas suffi à répondre aux demandes croissantes d'appui adressées au Fonds pour la consolidation de la paix et affirmé que d'autres sources de financement, y compris les



contributions statutaires, pourraient être utilisées pour financer le Fonds selon des modalités définies par elle, à titre extraordinaire et exceptionnel et sans que cela crée de précédent. Dans la même résolution, l'Assemblée a décidé de créer un compte spécial pluriannuel, le Compte pour la consolidation de la paix, destiné expressément au financement du Fonds pour la consolidation de la paix, et approuvé, au titre des subventions et contributions, une dotation d'un montant annuel de 50 millions de dollars qui serait financée au moyen de contributions statutaires et servirait à financer le Compte pour la consolidation de la paix à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, sous réserve de la révision du mandat du Fonds pour la consolidation de la paix (résolution 78/257, par. 4, 7 et 8).

## II. Révision du mandat du Fonds pour la consolidation de la paix

### A. Examen et processus de consultation

4. Le mandat initial du Fonds pour la consolidation de la paix, financé par des contributions volontaires, a été défini dans le rapport du Secrétaire général sur les dispositions prises en vue d'établir le Fonds (A/60/984, annexe) et révisé deux ans plus tard (A/63/818, annexe) ; l'Assemblée générale a pris note de la révision dans sa résolution 63/282 (voir A/79/541, par. 2). Au paragraphe 13 de sa résolution 78/257, l'Assemblée a prié le Secrétaire général, entre autres, de revoir le mandat du Fonds pour la consolidation de la paix conformément aux dispositions de la résolution, en prêtant notamment attention aux dispositions financières et aux questions de gestion et de contrôle, aux fins de l'utilisation de contributions statutaires, dans le cadre d'un processus structuré ouvert à tous les États Membres, en coordination avec la Commission de consolidation de la paix.

5. Le Secrétaire général indique que le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix a engagé un processus de révision du mandat, qui comprenait des discussions avec le Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix et les parties prenantes, et au moyen d'un processus de consultation structuré avec les États Membres, en coordination avec la Commission de consolidation de la paix. Le Président de la Commission de consolidation de la paix a convoqué trois réunions ouvertes à tous les États Membres (deux réunions d'experts et une réunion au niveau des ambassadeurs) en août et septembre 2024. Plus de 70 États Membres ont participé à ces consultations (ibid., par. 10 et 11). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a obtenu des informations sur le résumé final établi par le Président de la Commission à l'issue des consultations. Le Comité a été informé que toutes les consultations et réunions tenues avec les États Membres, le Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix et le groupe des Amis du Fonds pour la consolidation de la paix (composé des 41 donateurs volontaires actuels) avaient donné lieu à des suggestions que le Secrétaire général a prises en compte lors de la révision du mandat. En ce qui concerne l'approche adoptée pour la révision, il a été souligné lors de toutes les réunions qu'il importait de suivre précisément la résolution de l'Assemblée générale, compte tenu des longues négociations entreprises au sein de la Cinquième Commission.

6. **Le Comité consultatif prend note des efforts faits par le Secrétariat dans le cadre des consultations menées avec les États Membres pour réviser le mandat du Fonds pour la consolidation de la paix aux fins de l'utilisation de contributions statutaires à partir de 2025. Il rappelle qu'au paragraphe 15 de la résolution 78/257, l'Assemblée générale a encouragé le Fonds pour la consolidation de la paix à travailler en étroite coordination avec les parties**

concernées pour faire progresser les efforts visant à rendre plus cohérente l'action menée pour la consolidation de la paix, à l'appui des priorités nationales en la matière. Le Comité souligne à nouveau l'importance de coordonner les activités du Fonds pour la consolidation de la paix et les opérations de maintien de la paix dans les phases de transition (A/79/7, par. II.24). Il insiste une fois de plus sur l'importance du lien entre la paix et le développement (voir A/76/821, par. 4).

## B. Contributions statutaires

7. Il est indiqué qu'en réponse aux consultations et en conformité avec la résolution 78/257 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général propose plusieurs mises à jour dans le mandat révisé annexé à son rapport, tendant à améliorer le contrôle et la transparence tout en renforçant la souplesse et l'agilité. Le mandat révisé intègre les contributions statutaires dans les opérations générales du Fonds pour la consolidation de la paix, séparément des contributions volontaires, comme prévu dans la résolution (A/79/541, par. 10 et 12). Le Comité consultatif s'est fait communiquer le projet de mandat révisé en suivi des modifications (voir l'annexe au présent rapport).

### 1. Appropriation nationale et Comité directeur mixte national

8. Aux articles 3.6 et 6.2, le mot « mixte » est ajouté au titre « comité directeur national », qui devient « comité directeur mixte national ». Le Secrétaire général indique que l'appropriation nationale demeure le principe fondamental pour accéder au Fonds pour la consolidation de la paix. Sur le plan opérationnel, comme précisé dans le mandat dès le début, cela inclut l'exigence d'un comité directeur national au niveau du pays, coprésidé par le coordonnateur résident des Nations Unies et l'autorité gouvernementale intéressée. Cette approche contribue à garantir des synergies positives entre les acteurs de la consolidation de la paix et évite les doubles emplois. Le Secrétaire général encourage la participation à ces comités de représentants des principaux acteurs de la consolidation de la paix, y compris les partenaires du développement et la société civile (A/79/541, par. 14). **Le Comité consultatif souligne que, comme prévu à l'article 1.3 du mandat, l'appropriation nationale est l'un des principes fondamentaux qui guident les opérations du Fonds pour la consolidation de la paix. Il compte que de plus amples informations concernant la mise en œuvre concrète des modifications proposées à l'article 3.6 seront communiquées à l'Assemblée générale au moment où celle-ci examinera le présent rapport.**

### 2. Conditions d'intervention du Fonds

9. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que l'ajout des mots « ou les régions » à l'article 2.1 tient compte du fait que certaines dynamiques de conflit nécessitent des initiatives de consolidation de la paix régionales et transfrontalières pour être traitées efficacement. Le Fonds continuerait d'appuyer uniquement les pays de ces régions qui se relèvent d'un conflit ou dans lesquels on estime qu'un conflit risque d'éclater ou de reprendre. En ce qui concerne la manière dont le Bureau d'appui à la consolidation de la paix assurera la coordination entre les pays et l'appropriation nationale, le Comité a été informé que les directives du Fonds pour la consolidation de la paix et sa stratégie pour la période 2020-2024 encouragent déjà les propositions d'activités transfrontières pour faire face à la dynamique des conflits régionaux. Les programmes transfrontières sont conçus et mis en œuvre avec l'accord et sous le contrôle des gouvernements qui y participent. La coordination est facilitée conjointement par les coordonnateurs résidents, les ministères d'exécution

nationaux et les organes de coordination concernés. **Le Comité consultatif compte que le Bureau d'appui à la consolidation de la paix continuera d'assurer la coordination et la collaboration des programmes transfrontières financés au moyen du Fonds pour la consolidation de la paix sur la base du principe de l'appropriation nationale.**

### 3. Gouvernance et contrôle

#### *Assemblée générale et Commission de consolidation de la paix*

10. Le Secrétaire général indique que l'Assemblée générale et la Commission de consolidation de la paix ont toutes deux un rôle de contrôle précisément en ce qui concerne les contributions statutaires, notamment les décisions relatives à la sélection des pays cibles, aux montants alloués par pays et aux domaines de travail prioritaires (ibid., par. 12). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le mandat révisé renforçait encore les dispositions existantes en matière de contrôle des contributions statutaires (voir les nouveaux articles 1.4, 3.8, 5.3 et 5.5). Il a également été indiqué au Comité que des consultations avec le Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix et la Commission de consolidation de la paix seraient organisées pour prendre des décisions concernant les pays cibles, l'allocation des ressources et les domaines de projet proposés, et que le Secrétaire général soumettrait ces propositions à l'Assemblée dans le projet de budget-programme (voir par. 15 à 20 ci-dessous). Le Comité a également été informé que le Fonds pour la consolidation de la paix mène une enquête annuelle auprès des partenaires à l'échelle mondiale. **Le Comité consultatif note que le nouvel article 5.3 prévoit que la Commission de consolidation de la paix accueille chaque année un dialogue stratégique informatif et interactif. Le Comité souligne l'importance des orientations fournies et du contrôle exercé par l'Assemblée générale, notamment en ce qui concerne les contributions statutaires versées au Fonds pour la consolidation de la paix.**

11. Dans son examen du mandat révisé du Fonds pour la consolidation de la paix, le Comité consultatif relève des cas où il serait souhaitable de clarifier davantage le rôle de l'Assemblée générale en ce qui concerne les contributions volontaires par opposition aux contributions statutaires, le mandat actuel ne couvrant que les contributions volontaires (voir par. 4 ci-dessus). Par exemple, l'article 5.1 existant indique que l'Assemblée et la Commission de consolidation de la paix peuvent proposer des orientations pour l'utilisation du Fonds. En réponse à ses questions, le Comité a été informé que l'article 5.1 découlait des résolutions dans lesquelles le Fonds a été créé avec des contributions volontaires (résolution 60/180 de l'Assemblée générale et résolution 1645 (2005) du Conseil de sécurité ; voir par. 2 ci-dessus), et des résolutions ultérieures, telles que les résolutions 70/262 de l'Assemblée et 2282 (2016) du Conseil, sur l'examen du dispositif de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies. Ayant demandé des précisions au sujet de l'article 3.5 a), selon lequel le Chef du Bureau d'appui à la consolidation de la paix détermine le montant global de l'enveloppe affectée à un pays donné, le Comité a été informé qu'il appartient à l'Assemblée générale d'approuver le montant des ressources statutaires affectées au pays, mais que celui-ci est à distinguer du montant global déterminé par le Chef du Bureau d'appui, qui pourrait également inclure des ressources volontaires. La question se pose également au sujet des nouveaux articles 3.8 et 5.5 proposés, qui portent sur les contributions statutaires. À la section intitulée « Dispositions relatives à la gouvernance », le nouvel article 5.5 établit qu'en ce qui concerne les contributions statutaires, l'Assemblée générale donnera des orientations en examinant et en approuvant le budget-programme, comme indiqué à la section 3 du mandat. Le Comité note que la section 3 actuelle couvre l'affectation des contributions volontaires, notamment son article 3.2, qui dispose que le Secrétaire

général peut décider qu'un pays se trouvant dans des circonstances exceptionnelles bénéficie de l'appui du Fonds, alors que le nouvel article 3.8 proposé porte sur les contributions statutaires. **Le Comité consultatif compte que le rôle conféré par le mandat à l'Assemblée en ce qui concerne les contributions statutaires et volontaires pourra être précisé à l'avenir (voir par. 20 ci-dessous).** Il formulera d'autres observations dans les futurs projets de budget.

*Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix*

12. Le nouvel article 3.8 proposé dispose, entre autres, que le Bureau d'appui à la consolidation de la paix soumet au Groupe consultatif, pour examen, une liste de projets proposés, où figurent, pour chaque pays bénéficiaire, un budget et les objectifs visés, et sollicite des conseils stratégiques et pratiques ainsi que des recommandations concrètes sur ces projets et fait rapport à ce sujet à la Commission de consolidation de la paix. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le Groupe consultatif se concentrait sur les orientations stratégiques générales et l'incidence des contributions volontaires versées au Fonds pour la consolidation de la paix et approuvait notamment les contributions statutaires allouées au Fonds, et que son rôle avait été élargi à la formulation de conseils sur les pays bénéficiaires et les initiatives que le Bureau d'appui à la consolidation de la paix propose de financer chaque année au moyen des contributions statutaires. Il a été indiqué qu'avant que les propositions soient incluses dans le projet de budget-programme soumis à l'approbation de l'Assemblée générale, le Groupe consultatif émettait un avis sur l'utilisation des contributions statutaires à au moins deux étapes clés : premièrement, sur la sélection des pays susceptibles de recevoir des fonds parmi ceux qui remplissent les conditions pour bénéficier du mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix ; deuxièmement, sur le choix des domaines de projet dans les pays proposés. Le Comité a été informé que le Groupe consultatif avait déjà exercé sa nouvelle fonction en ce qui concernait les propositions à financer à l'aide des contributions statutaires dans le projet de budget-programme pour 2025 [A/79/6 (Sect. 3)].

13. Le Comité consultatif a également été informé qu'en général, le Groupe consultatif rendait compte oralement à la Commission de consolidation de la paix. Par le passé, le ou la Président(e) du Groupe informait la Commission une fois par an et le Groupe au complet rencontrait le ou la Président(e) et les Vice-Président(e)s de la Commission de consolidation de la paix lors de chacune des deux réunions annuelles en présentiel. En novembre 2023, le Groupe consultatif et la Commission de consolidation de la paix ont tenu, pour la première fois, une session conjointe complète dans le cadre de la deuxième réunion annuelle en présentiel du Groupe. Le Groupe et la Commission entendent poursuivre cette pratique chaque année. La Présidente du Groupe consultatif devrait profiter de l'une de ces occasions pour informer la Commission de consolidation de la paix de son avis sur l'utilisation des contributions statutaires.

14. Le Secrétaire général a décidé de porter de 10 à 12 le nombre de membres du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix afin de garantir une plus grande représentation géographique (A/79/541, par. 13). Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé que le septième Groupe consultatif avait tenu sa dernière réunion en mai 2024 et que le Secrétaire général avait invité tous les États Membres à désigner des candidats pour le huitième Groupe consultatif en août 2024. Sur les 12 membres du huitième Groupe, 5 étaient des membres du septième Groupe siégeant pour un second mandat, et 7 nouveaux membres ont été nommés par le Secrétaire général en novembre 2024. Le Comité a été informé que le Groupe tenait deux réunions en présentiel par an, de deux jours ouvrables chacune. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix fournissait un appui aux réunions du Groupe,

notamment en ce qui concerne la documentation et l'organisation des voyages des membres. En 2024, le coût moyen des voyages et de l'indemnité journalière de subsistance pour chaque membre s'élevait à 7 522 dollars par réunion, et le coût additionnel associé aux deux membres supplémentaires, estimé à 30 088 dollars par an, pourrait être pris en charge par le Bureau (au moyen des sommes provenant des commissions pour coûts directs).

#### 4. Gestion financière et présentation de l'information

15. S'agissant de la soumission et de l'approbation des projets, le nouvel article 3.8 dispose en particulier que « le Secrétaire général présente chaque année un rapport à l'Assemblée sur le projet de budget-programme pour le Compte pour la consolidation de la paix, comportant une annexe énumérant les projets proposés, les pays bénéficiaires, le budget pour chaque pays et les objectifs visés ». Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, conformément à la résolution 78/257, le Secrétaire général présentera à l'Assemblée un rapport sur le Compte pour la consolidation de la paix, sous une forme analogue à la présentation retenue pour le chapitre 35 du projet de budget-programme (Compte pour le développement). La présentation de l'annexe III du chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme pour 2025 [A/79/6 (Sect. 3)] est basée sur celle de l'annexe I du chapitre 35 (Compte pour le développement) [A/79/6 (Sect. 35)] ; toutefois, le Compte pour la consolidation de la paix devant fournir une contribution essentielle (prévisible) au Fonds pour la consolidation de la paix, la principale différence dans la présentation de l'annexe III du chapitre 3 est que les informations sont présentées par pays et ne précisent ni les budgets des projets ni les entités concernées, ces détails devant être déterminés au niveau du pays par les acteurs nationaux, conformément à la pratique et aux procédures suivies par le Fonds. **Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée, au paragraphe 17 de sa résolution 78/257, a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur le projet de budget-programme du Compte pour la consolidation de la paix, sous une forme analogue à la présentation retenue pour le chapitre 35 du projet de budget-programme (Compte pour le développement), et d'y joindre une annexe où figureraient les projets proposés, les pays bénéficiaires et le budget pour chaque pays.** Les observations et recommandations du Comité figurent dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour 2025 (A/79/7, par. II.23 et II.24), dont l'Assemblée est saisie.

16. En réponse à ses questions concernant l'absence de détails relatifs à la gestion financière des contributions statutaires dans le mandat révisé, le Comité consultatif a été informé que la résolution 78/257 de l'Assemblée générale était très précise quant à la manière dont l'utilisation des contributions statutaires devait être gérée différemment de celle des contributions volontaires et que le mandat était un document interne qui définissait l'objectif et la structure du Fonds pour la consolidation de la paix et servait de directives pour la gestion du Fonds, y compris les exigences en matière de communication de l'information et les mécanismes de contrôle. Le Secrétariat estimait qu'il n'était pas opportun ni nécessaire de donner des détails plus précis dans un mandat de haut niveau. Le Comité a également été informé que les procédures du Fonds pour la consolidation de la paix relatives à l'utilisation des contributions volontaires, qui ont fait leurs preuves, seraient utilisées pour les contributions statutaires (voir les révisions apportées à l'article 4.2). **Le Comité consultatif note que les contributions statutaires seront gérées selon les mêmes procédures que celles utilisées par le Fonds pour la consolidation de la paix pour l'utilisation des contributions volontaires.**

17. En ce qui concerne la communication de l'information relative aux projets, l'article 6.3 dispose que « le Secrétaire général rendra compte également chaque



année de l'exécution des projets financés au moyen de contributions statutaires, notamment en ce qui concerne les activités menées, les progrès accomplis et les dépenses engagées, ainsi que de l'application des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes et par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ». Notant que le Compte pour la consolidation de la paix est un compte spécial pluriannuel financé au titre des subventions et contributions (voir par. 3 ci-dessus), le Comité consultatif a été informé, comme suite à ses questions, que l'utilisation des fonds pouvait s'échelonner sur plusieurs années pour financer des projets pouvant durer jusqu'à trois ans, compte tenu des expériences actuelles. Le Secrétariat verserait le montant total mis en recouvrement au début de l'année au Compte pour la consolidation de la paix, puis transférerait les fonds au Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ; ces ressources préaffectées seraient ensuite versées aux partenaires de réalisation. Les dépenses effectives correspondantes seraient comptabilisées à un niveau plus détaillé (par catégorie de dépenses) dans le cadre du rapport financier de fin d'année dans le rapport d'exécution annuel, conformément au paragraphe 18 de la résolution 78/257. Le Secrétariat rendrait également compte de tous les nouveaux postes et emplois devant être financés au moyen des contributions statutaires, de la même manière que dans le budget-programme.

18. En ce qui concerne la souplesse dans l'utilisation des contributions statutaires sur plusieurs années et projets, le Comité consultatif a été informé que les activités de consolidation de la paix avançaient souvent par à-coups en fonction des circonstances sur le terrain et que le calendrier d'exécution initial du projet n'était souvent pas respecté. Par conséquent, la souplesse actuelle concernant les contributions volontaires, qui permet de mettre en œuvre des projets sur plusieurs exercices et d'utiliser les ressources (soldes non utilisés) de manière flexible sur un ensemble de projets, est cruciale. Le Secrétaire général, dans le rapport financier annuel, ferait le point sur l'exécution des projets, les calendriers et les soldes non utilisés. Tout solde restant des contributions statutaires serait affecté au mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix du Fonds pour la consolidation de la paix et ferait l'objet de rapports détaillés tout au long de l'année financière.

19. En ce qui concerne la manière dont le mandat révisé garantirait l'application du principe de responsabilité dans l'utilisation des contributions statutaires, il a été précisé au Comité, en réponse à ses questions, que le mandat révisé établissait une distinction claire entre les contributions statutaires et les contributions volontaires, et prévoyait spécifiquement l'affectation de fonds au mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix. Il incorpore et applique les dispositions de la résolution 78/257 et en cite des éléments spécifiques qui sont pertinents pour la gestion des contributions statutaires et la communication de l'information y relative, à savoir l'approbation et le contrôle par l'Assemblée générale et par les organes de contrôle.

**20. Le Comité consultatif estime que davantage de renseignements auraient dû être fournis, dans le mandat révisé du Fonds pour la consolidation de la paix et le rapport connexe du Secrétaire général, sur la gestion financière de la dotation d'un montant annuel de 50 millions de dollars financée au moyen de contributions statutaires et la communication de l'information à ce sujet, étant donné que le Compte pour la consolidation de la paix est un compte spécial pluriannuel financé au titre des subventions et contributions (voir par. 18 ci-dessus). Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'inviter le Secrétaire général à donner, dans le projet de budget et le rapport d'exécution, des renseignements détaillés sur les projets, avec des calendriers précis et des**

**informations sur les modifications apportées. Le Comité compte que le Secrétaire général améliorera la transparence, l'application du principe de responsabilité et le contrôle, et qu'il évitera les doubles emplois et les chevauchements en ce qui concerne les activités de consolidation de la paix (voir résolution 78/257, par. 16).**

## **5. Application du Règlement financier et des règles de gestion financière et audit**

21. Il est indiqué que le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du PNUD restera l'agent d'administration du Fonds pour la consolidation de la paix, ayant la responsabilité principale de la tenue des comptes du Fonds (A/79/541, par. 16). En ce qui concerne l'application des divers règlements et règles du Secrétariat, du PNUD et des organismes allocataires (voir les articles 4.1, 4.4 et 7.4), le Comité consultatif a été informé que le règlement et les règles du PNUD, en tant qu'agent d'administration du Fonds pour la consolidation de la paix, seraient appliqués à son administration du Fonds au moyen d'un mémorandum d'accord, et que les organismes allocataires des Nations Unies administreraient les fonds conformément à leurs règles et règlements respectifs, tandis que le Règlement et les règles du Secrétariat seraient appliqués à la gestion des contributions statutaires provenant du Compte pour la consolidation de la paix versées au Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du PNUD. Le Comité a demandé une liste des différences entre le Secrétariat et le PNUD en matière d'audit et d'information financière, mais il a été informé qu'il existait des différences entre le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU et ceux du PNUD, qui étaient le reflet de leurs mandats et de leurs organes directeurs respectifs. Toutefois, les deux organisations suivaient les mêmes normes comptables (les Normes comptables internationales du secteur public) et les mêmes normes d'audit, et les comptes de l'une et l'autre étaient contrôlés par le Comité des commissaires aux comptes. Il a été indiqué au Comité que le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires présenterait au Secrétariat, à la fin de l'exercice budgétaire, les dépenses engagées pour chaque projet, qui seraient comptabilisées dans le Compte pour la consolidation de la paix, lequel serait soumis à l'audit du Comité des commissaires aux comptes et du Bureau des services de contrôle interne, conformément aux paragraphes 21 et 22 de la résolution 78/257 de l'Assemblée générale. L'article 6.3 du mandat révisé porte sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, conformément à la demande formulée par l'Assemblée au paragraphe 18 de sa résolution.

22. Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale, au paragraphe 11 de sa résolution 78/257, a décidé que le Compte pour la consolidation de la paix serait géré par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix dans le respect du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies ainsi que du Règlement et des règles régissant la planification des programmes et que ses ressources seraient administrées par le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires (du PNUD) séparément des contributions volontaires. **Le Comité consultatif espère que des informations et éclaircissements supplémentaires sur l'application des règlements financiers et règles de gestion financière pertinents à la gestion du Compte pour la consolidation de la paix seront fournis dans le prochain projet de budget-programme.**

## **6. Gestion et administration des projets et dépenses d'appui aux programmes**

### *Gestion et administration des projets*

23. Le Secrétaire général indique que le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du PNUD restera l'agent d'administration du Fonds pour la



consolidation de la paix, ayant la responsabilité principale de la tenue des comptes du Fonds (A/79/541, par. 16 ; voir par. 21 ci-dessus). Ayant posé la question, le Comité consultatif a été informé que l'utilisation d'un instrument existant pour faciliter la gestion et l'administration des contributions statutaires minimisait la nécessité d'établir des mécanismes parallèles dont le fonctionnement nécessiterait des ressources supplémentaires. Spécialisé dans les mécanismes de financement commun, le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires est un actif du système des Nations Unies hébergé par le PNUD et fournit aux partenaires des services de conception et d'administration de fonds ainsi que d'autres services de spécialistes. Le Comité a également reçu des informations sur les rôles respectifs du Bureau d'appui à la consolidation de la paix et du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires.

#### *Dépenses d'appui aux programmes*

24. Au paragraphe 10 de sa résolution 78/257, l'Assemblée générale a décidé que la dotation d'un montant annuel de 50 millions de dollars serait affectée au mécanisme de financement en faveur de la consolidation de la paix et du relèvement du Fonds pour la consolidation de la paix et couvrirait notamment les dépenses d'appui au programme afférentes à la gestion du Fonds prévues dans le mandat de ce dernier. Le Comité consultatif note que l'article relatif aux frais de gestion du Fonds est contenu dans l'article 4.3 existant, sans changement (voir annexe). Selon l'article 4.3, les ressources du Fonds peuvent être utilisées par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix pour financer des activités du Fonds aux niveaux international et national, et le montant global des frais d'administration au titre de l'exécution du programme et de la gestion du Fonds ne devra pas dépasser 11 % des sommes reçues.

25. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé que les frais de gestion du Fonds s'établissaient comme suit : a) une commission standard de 1 % perçue par l'agent d'administration, qui est établie pour tous les fonds de financement communs des Nations Unies utilisant le financement par intermédiation, comme convenu par le Groupe des Nations Unies pour le développement durable à la suite de consultations avec les entités et les donateurs ; b) une commission pour coûts directs de 3 % pour la gestion du Fonds pour la consolidation de la paix par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix avant que les fonds soient transférés aux projets, qui couvre les frais de personnel pour la gestion du Fonds et l'appui fourni au Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix, le Bureau servant de secrétariat au Fonds ; c) une commission pour coûts indirects de 7 % pour les organisations bénéficiaires, servant à financer les ressources de base afférentes au personnel et aux bureaux, selon le taux standard fixé par le Groupe des Nations Unies pour le développement durable et comme prévu dans la politique harmonisée de recouvrement des coûts des conseils d'administration et conseils exécutifs des entités des Nations Unies. Il a été indiqué au Comité que, pris dans leur totalité, les frais susmentionnés étaient conformes à l'article 4.3 du mandat, selon lequel le montant global des frais d'administration au titre de l'exécution du programme et de la gestion du Fonds ne devra pas dépasser 11 % des sommes reçues.

26. En ce qui concerne les effectifs actuellement financés au moyen du Fonds pour la consolidation de la paix, le Comité consultatif a été informé que la commission pour coûts directs de 3 % couvrirait un total de 14 postes : 7 au Bureau d'appui à la consolidation de la paix pour la gestion du Fonds pour la consolidation de la paix [1 D-1, 1 P-5, 1 P-4, 2 P-3 et 2 postes d'agent des services généraux (Autres classes)] et 7 pour les projets (1 P-5, 1 P-4, 3 P-3 et 2 P-2). Le montant ainsi prélevé sur les contributions statutaires serait géré comme une réserve de ressources qui permettrait de couvrir les éventuelles prestations dues à la cessation de service pour les postes financés. En outre, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix compte 17 postes

inscrits au budget ordinaire [1 Sous-Secrétaire général(e), 1 D-2, 2 D-1, 4 P-5, 4 P-4, 1 P-3 et 4 postes d'agent des services généraux (Autres classes)].

## C. Contributions volontaires

### 1. Nouvel article 7.2 concernant les contributions volontaires

27. Le mandat comporte un nouvel article 7.2 portant sur les contributions volontaires, selon lequel « le Fonds recevra, au niveau mondial, des contributions volontaires des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et d'autres sources, y compris le secteur privé. Les contributions volontaires devraient rester la principale source de financement du Fonds. » S'étant renseigné à ce sujet, le Comité consultatif a été informé qu'il n'y avait actuellement aucune contribution volontaire du secteur privé ou de donateurs non gouvernementaux.

28. Le Comité consultatif note qu'en anglais, le paragraphe 4 de la résolution de l'Assemblée générale est libellé comme suit : « (...) notes that voluntary contributions should remain the primary source of funding, and stresses that assessed funding is not meant to be a substitute for voluntary contributions and innovative funding », alors que le nouvel article 7.2 proposé dans le mandat révisé se lit : « Voluntary contributions are expected to remain the primary source of financing for the Fund ». Ayant demandé pourquoi le libellé du mandat révisé s'écarterait de celui de la résolution, le Comité a été informé que le sens de la formule « are expected to remain » dans le mandat était le même que celui des mots « should remain » dans la résolution. **Le Comité consultatif compte que des éclaircissements supplémentaires sur l'utilisation de formulations différentes au sujet des contributions volontaires seront donnés à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport.**

### 2. Contributions volontaires

29. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé que, depuis la création du Fonds pour la consolidation de la paix, 33 pays au total avaient écrit directement au Secrétaire général pour lui demander officiellement de pouvoir bénéficier du mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix du Fonds pour la consolidation de la paix et avaient vu leur demande approuvée, et qu'à l'heure actuelle, 24 pays pouvaient prétendre à une aide au titre du mécanisme. Il n'y a pas de plafond officiel au financement qu'un pays peut recevoir du mécanisme, mais la valeur totale des projets actifs en cours à tout moment dans un pays pouvant prétendre uniquement à l'aide au titre du mécanisme de financement des interventions rapides ne peut dépasser 5 millions de dollars. Le Comité a également reçu des informations sur la part des fonds destinés à la consolidation de la paix reçue par les groupes régionaux et par les pays appartenant aux groupes des petits États insulaires en développement, des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral (voir les tableaux ci-dessous). Il a aussi reçu des informations sur un tableau comparatif montrant la part que chaque pays a reçue du Fonds, ainsi que des informations sur une liste de partenaires de réalisation du Fonds.

### Financement par région

(En pourcentage)

<i>Région</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>
États d'Afrique	79	75	68
États d'Amérique latine et des Caraïbes	14	17	18
États d'Asie et du Pacifique	7	3	6
États d'Europe orientale	0	5	9
États d'Europe occidentale et autres États	0	0	0

### Financement par groupe

(En pourcentage)

<i>Groupe</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>
Pays les moins avancés	62	71	76
Pays en développement sans littoral	29	30	40
Petits États insulaires en développement	7	12	9

30. Le Comité consultatif rappelle qu'en 2020, face à l'augmentation des demandes, le Fonds pour la consolidation de la paix a adopté une stratégie pour la période 2020-2024 visant à investir 1,5 milliard de dollars dans des activités de consolidation de la paix (A/76/732, par. 14). **Étant donné que le plan stratégique pour la période 2020-2024 arrive à son terme, le Comité consultatif compte que le Secrétaire général communiquera à l'Assemblée générale, lorsque celle-ci examinera le présent rapport, des informations actualisées sur les activités de prévention envisagées et mises en œuvre dans le cadre de la stratégie pour la période 2020-2024 (A/76/821, par. 5). Le Comité redit qu'il estime qu'il importe d'intensifier les activités de collecte de fonds, notamment pour obtenir des contributions provenant de l'aide publique au développement, de nouveaux donateurs et du secteur privé (voir également A/76/821, par. 24).**

### 3. Contributions non pécuniaires

31. Au paragraphe 23 de sa résolution 78/257, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de mener une étude approfondie des mécanismes de financement innovants, d'autres moyens de mobilisation des ressources et des options permettant d'accroître les contributions non pécuniaires et d'en faire un plus grand usage dans le cadre des activités relevant du Fonds pour la consolidation de la paix, et de lui rendre compte des conclusions et des résultats de cette étude à sa quatre-vingt-troisième session. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, bien que l'étude n'ait pas encore été réalisée, il convient de noter qu'en tant que fonds de financement commun, le Fonds pour la consolidation de la paix ne peut pas recevoir de contributions non pécuniaires ; en revanche, les projets financés par le Fonds peuvent en bénéficier. Ces contributions ne font pas l'objet d'un suivi à l'échelle mondiale, car elles sont organisées au niveau local et sont difficiles à compiler. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, en tant que gestionnaire du Fonds, bénéficie de l'appui des administrateurs auxiliaires de certains pays.

## **D. Examen et modification du mandat du Comité**

32. En ce qui concerne les futures révisions et modifications du mandat, le Comité consultatif note l'ajout à l'article 8.1, selon lequel « toute modification du présent mandat fera l'objet de consultations menées en collaboration avec la Commission de consolidation de la paix et ouvertes à tous les États Membres et sera ensuite présentée par le Secrétaire général à l'Assemblée générale ».

## **III. Conclusion**

33. Le Secrétaire général prie l'Assemblée générale de prendre note des informations communiquées dans son rapport ([A/79/541](#), par. 19). Étant donné que la révision du mandat du Fonds pour la consolidation de la paix a été demandée par l'Assemblée en lien avec l'approbation d'une dotation d'un montant annuel de 50 millions de dollars, le Comité consultatif a été informé, comme suite à ses questions, que l'Assemblée avait pris note des révisions précédentes du mandat (voir également le paragraphe 4 ci-dessus) et que, les modifications proposées étant limitées aux demandes figurant dans la résolution [78/257](#) de l'Assemblée, le Secrétaire général avait demandé à celle-ci de prendre note des informations communiquées dans son rapport.

34. **Sous réserve des observations et recommandations qu'il a formulées dans le présent rapport, le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale, au paragraphe 13 de sa résolution [78/257](#), a prié le Secrétaire général de lui présenter le mandat révisé au plus tard pendant la partie principale de la soixante-dix-neuvième session (voir également le paragraphe 32 ci-dessus).**

## Annexe

### Mandat du Fonds pour la consolidation de la paix

#### 1. Considérations et principes généraux

1.1. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont prié le Secrétaire général de créer un fonds permanent pluriannuel pour la consolidation de la paix après les conflits (ci-après dénommé **le Fonds pour la consolidation de la paix ou le Fonds**)<sup>1</sup>. Le Fonds pour la consolidation de la paix, conjointement avec la Commission de consolidation de la paix et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix **du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix**, fait partie d'une architecture plus large de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies qui travaille avec des partenaires internationaux et nationaux pour soutenir la consolidation de la paix après les conflits. Le Fonds prévoit un engagement plus soutenu en faveur des pays sortant d'un conflit et soutiendra les activités de consolidation de la paix qui contribuent directement à la stabilisation après les conflits et renforcent la capacité des gouvernements, des institutions nationales/locales et des autorités transitoires ou autres autorités compétentes. **Le Fonds pour la consolidation de la paix suivra les orientations concernant le maintien de la paix fournies par les résolutions jumelles de 2016 respectivement de l'Assemblée générale (résolution 70/262) et du Conseil de sécurité [résolution 2282 (2016)]**.

1.2. Le Fonds pour la consolidation de la paix est un fonds mondial conçu pour soutenir simultanément plusieurs situations nationales, qui, à cette fin, a la portée d'un fonds mondial tout en visant un pays précis comme un fonds d'affectation spéciale multidonateurs. L'architecture de base du Fonds comprend un processus décisionnel à deux niveaux, comportant une allocation centrale des fonds aux pays qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'un soutien du Fonds et, au niveau national, un examen conjoint par le gouvernement et le principal représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans le pays (ci-après le principal représentant de l'Organisation des Nations Unies) concernant le décaissement des fonds pour des activités de programme et de projet convenues.

1.3. Dans l'accomplissement de son mandat consistant à fournir un appui immédiat et direct aux pays sortant d'un conflit, les opérations du Fonds pour la consolidation de la paix seront guidées par les principes suivants :

- **Appropriation nationale**
- Transparence
- Souplesse
- Vitesse opérationnelle
- Principe de responsabilité
- Effet de catalyseur
- Efficacité
- Allocations fondées sur les besoins
- ~~Appropriation nationale~~

<sup>1</sup> Voir la résolution 60/180 de l'Assemblée générale et la résolution 1645 (2005) du Conseil de sécurité.

**1.4. Les contributions statutaires versées au compte spécial pluriannuel destiné expressément au financement du Fonds, appelé Compte pour la consolidation de la paix, seront affectées au mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix du Fonds de consolidation de la paix et seront gérées conformément au présent mandat et à la résolution 78/257 de l'Assemblée générale.**

1.5. Le Secrétaire général a confié au Chef du Bureau d'appui à la consolidation de la paix la responsabilité de gérer le Fonds pour la consolidation de la paix et de coordonner tous les aspects des travaux et programmes financés par le Fonds, tout en reconnaissant les rôles, les attributions et les responsabilités spécifiques d'autres parties prenantes.

## **2. Conditions d'intervention du Fonds**

2.1 Le Fonds pour la consolidation de la paix appuie des interventions présentant un intérêt direct et immédiat pour le processus de consolidation de la paix et aide à assurer des soudures critiques dans ce processus, notamment dans des domaines qui ne sont couverts par aucun autre mécanisme de financement. Les ressources doivent servir de catalyseur en contribuant à créer des mécanismes de soutien à plus long terme, de la part notamment des organismes de développement et des donateurs bilatéraux, et à mobiliser les acteurs nationaux à l'appui de la consolidation de la paix. Les aides accordées par le Fonds doivent avoir un impact direct et positif sur la viabilité du processus de consolidation de la paix. Le Fonds appuie les pays du cas desquels la Commission de consolidation de la paix est saisie ainsi que les pays **ou les régions** dont elle n'est pas saisie qui se relèvent d'un conflit ou dans lesquels on estime qu'un conflit risque d'éclater ou de reprendre.

Peuvent ainsi être financés par le Fonds pour la consolidation de la paix :

- a) Les actions menées pour réagir à des menaces imminentes contre le processus de paix, et l'appui à l'établissement d'accords de paix et du dialogue politique, notamment pour le renforcement des institutions nationales et des processus mis en place en vertu de ces accords ;
- b) Les actions menées pour créer une capacité nationale de promouvoir la coexistence et le règlement pacifique des conflits et de mener des activités de consolidation de la paix, ou pour renforcer la capacité existante ;
- c) Les actions menées pour appuyer des efforts visant à revitaliser l'économie et à générer immédiatement des dividendes de paix pour la population en général ;
- d) L'établissement ou le rétablissement des services administratifs essentiels et des moyens humains et techniques connexes, y compris, dans des circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, le paiement des salaires de la fonction publique et d'autres dépenses courantes.

2.2 Des consultations sont organisées avec les principaux intervenants, tant dans le pays concerné qu'au Siège de l'Organisation des Nations Unies, pour garantir qu'il n'y aura ni double emploi ni chevauchement entre le Fonds et les autres mécanismes de financement. Cette coordination permanente visera aussi la transition entre l'appui à la consolidation de la paix et le développement durable.

2.3 Le Fonds appuie les efforts visant à répondre aux besoins immédiats des pays en sortie de conflit lorsque ces derniers ne réussissent pas à se procurer les ressources voulues auprès d'autres mécanismes de financement susceptibles de soutenir des activités de consolidation de la paix. Il s'attache à produire la plus grande valeur ajoutée possible pendant les tout premiers stades – critiques – du processus de consolidation de la paix, en attendant que des conférences de bailleurs de fonds aient



pu être organisées et que des mécanismes de financement tels que des fonds d'affectation spéciale multidonateurs aient pu être mis en place.

2.4 Il existe cependant des cas particuliers où le Fonds peut utilement apporter son appui à des pays se trouvant à un stade plus avancé de leur processus de consolidation de la paix. Ce sont notamment :

- a) Les pays pour lesquels il n'a pas été créé de fonds d'affectation spéciale multidonateurs ;
- b) Les pays pour lesquels un fonds d'affectation spéciale multidonateurs a été créé mais dans lesquels des interventions de consolidation de la paix essentielles demeurent sous-financées ou deviennent soudainement nécessaires.

### 3. Affectation et décaissement des fonds

3.1 En principe, tout pays dont est saisie la Commission de consolidation de la paix doit être considéré comme bénéficiaire potentiel de l'appui du Fonds. Le fait pour la Commission d'informer le Secrétaire général qu'un pays donné doit être considéré comme bénéficiaire potentiel déclenche officiellement le processus d'affectation et de décaissement. La Commission doit à cet égard se prononcer rapidement, de façon que l'appui à fournir par le Fonds puisse être mis à disposition en temps utile. La Commission est tenue régulièrement au courant de l'évolution de la situation et peut fournir, au stade initial de la formulation des priorités du programme et sur la base de son engagement stratégique dans le pays concerné, des conseils stratégiques sur les priorités générales de financement.

3.2 Le Secrétaire général peut décider qu'un pays se trouvant dans des circonstances exceptionnelles et risquant de tomber ou de retomber dans un conflit bénéficie de l'appui du Fonds alors même que la Commission de consolidation de la paix n'est pas encore saisie de son cas. Le Secrétaire général informe la Commission de sa décision en ce sens.

3.3 Le Fonds pour la consolidation de la paix prendra des mesures immédiates, s'efforcera de répondre aux besoins de relèvement et fournira une aide à la consolidation de la paix aux pays qui figurent ou non dans le programme de travail de la Commission de consolidation de la paix. Dans tous les cas, le Secrétaire général informe la Commission de l'activation des mécanismes de financement et justifie le choix des pays bénéficiaires et les affectations de fonds.

a) *Dispositif d'intervention immédiate* : En tirant parti au maximum de la rapidité et de la souplesse d'intervention du Fonds, ce dispositif financera dans l'urgence des besoins immédiats de consolidation de la paix et de relèvement. Peuvent en bénéficier aussi bien les pays dont la Commission de consolidation de la paix est saisie que ceux dont elle n'est pas saisie. Une demande à cet effet est présentée par les autorités nationales et le représentant en titre des Nations Unies dans le pays. Le Secrétaire général peut décider immédiatement d'allouer des fonds sur la base d'une évaluation au cas par cas. Lorsque les montants demandés au titre de l'intervention d'urgence ou du relèvement dépassent ceux prévus par les politiques et directives opérationnelles du Fonds, le Secrétaire général fait procéder à une nouvelle évaluation plus détaillée des demandes concernées.

i) Lorsque la Commission de consolidation de la paix est saisie du cas du pays qui demande à bénéficier du Dispositif d'intervention immédiate, elle peut proposer des avis stratégiques sur les besoins immédiats ou critiques de la consolidation de la paix et du relèvement dans le pays concerné.

ii) Lorsque la Commission de consolidation de la paix n'est pas saisie du cas du pays dont émane la demande de financement, le Chef du Bureau d'appui à la

consolidation de la paix procède à un examen rapide et approfondi de celle-ci ainsi qu'à une évaluation du risque.

b) *Dispositif d'appui à la consolidation de la paix et au relèvement* : Dans tous les cas, les affectations et les décaissements s'effectuent sur la base d'un plan des priorités établi conjointement par les autorités nationales et la présence des Nations Unies dans le pays concerné. Pour les pays dont la Commission de consolidation de la paix est saisie, le plan de priorités est établi sur la base des priorités définies ou de la stratégie intégrée de consolidation de la paix arrêtée par la Commission et les autorités nationales du pays concerné.

3.4 Le plan de priorités est établi par les autorités nationales et le représentant en titre des Nations Unies dans le pays après une analyse conjointe des carences critiques et des besoins de la consolidation de la paix. Il prévoit un nombre indicatif d'interventions critiques visant à renforcer et viabiliser le processus de consolidation de la paix. Dans les pays sortant d'un conflit où une évaluation des besoins est en cours ou a été achevée, ou dans lesquels un programme national de consolidation de la paix ou de relèvement est en place, on veillera à ce que ces éléments soient pris en compte pour établir le plan de priorités ou, s'agissant des pays dont la Commission est saisie, pour fixer les priorités. Des interventions, avec indication des ressources nécessaires, sont proposées dans le plan de priorités. Celui-ci peut aussi, le cas échéant, indiquer quelles seront les ressources nécessaires au-delà de l'intervention immédiate du Fonds. S'agissant des pays dont la Commission de consolidation de la paix est saisie, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix communique le montant des ressources nécessaires à la Commission pour que celle-ci puisse examiner rapidement la possibilité d'obtenir des concours financiers supplémentaires auprès d'autres sources. Le plan de priorités est soumis au Chef du Bureau d'appui à la consolidation de la paix pour approbation.

3.5 Sous l'autorité du Secrétaire général, le Chef du Bureau d'appui à la consolidation de la paix examine rapidement le plan de priorités dans le cadre de consultations avec des responsables du Département des opérations de ~~maintien de la~~ paix, du Département des affaires politiques **et de la consolidation de la paix** et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat de l'ONU, du Bureau de la coordination des activités de développement des Nations Unies<sup>2</sup>, ~~du PNUD~~<sup>e</sup> et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, afin d'éviter tout double emploi avec des interventions en cours ou prévues. D'autres départements, fonds, organismes ou programmes, ainsi que les institutions financières internationales, peuvent aussi être consultés le cas échéant.

a) Pour les activités de programme fondées sur le plan de priorités, le Chef du Bureau d'appui à la consolidation de la paix détermine le montant global de l'enveloppe affectée au pays sur la base d'un examen des priorités fixées compte dûment tenu des besoins de financement, des ressources dont dispose le Fonds et des besoins futurs pour d'autres pays susceptibles de bénéficier de l'appui de celui-ci.

b) S'agissant des demandes de financement d'activités urgentes de consolidation de la paix et de relèvement présentées par les pays par l'intermédiaire du représentant en titre des Nations Unies, le Chef du Bureau d'appui à la consolidation de la paix veille à ce qu'elles soient soumises aux procédures d'examen et évaluation des risques appropriées sans compromettre la rapidité ou l'efficacité de l'intervention.

<sup>2</sup> Qui fournit un appui à la présidence du Groupe des Nations Unies pour le développement durable.

<sup>e</sup> ~~En qualité de président du Groupe de travail thématique du Comité permanent interorganisations sur le relèvement accéléré.~~

3.6 L'examen et l'approbation des activités de projet s'effectuent au niveau du pays, dans la mesure du possible au moyen des mécanismes de coordination et de consultation existants, et ils sont cogérés par le représentant en titre des Nations Unies et les autorités gouvernementales compétentes avec les représentants d'autres parties prenantes clés (ci-après dénommés le « comité directeur **mixte** national »). Lorsqu'ils approuvent officiellement les projets, le représentant en titre des Nations Unies et le gouvernement veillent à ce que les activités devant être financées par le Fonds pour la consolidation de la paix :

- a) Appuient les priorités et besoins énoncés dans les **demandes d'admissibilité** du plan de priorités et, pour les pays dont la Commission de consolidation de la paix est saisie, les priorités établies par celle-ci ;
- b) Adhèrent aux principes établis du Fonds énoncés au paragraphe 1.3 ci-dessus ;
- c) Visent à satisfaire un besoin qui ne peut être ou n'a pas été financé par un autre mécanisme ;
- d) Ne font pas double emploi avec des interventions en cours ;
- e) Soient menées par des organismes allocataires compétents ayant l'expertise et les moyens requis.

3.7 Outre les autorités nationales, sont admis à recevoir un appui du Fonds pour la consolidation de la paix en qualité de partenaires d'exécution dans le cadre d'accords de projet les organismes du système des Nations Unies, notamment ses fonds, programmes et institutions spécialisées, ainsi que d'autres organisations internationales ou non gouvernementales (ci-après les « allocataires »).

3.8 **Les contributions statutaires qui sont versées au Fonds pour la consolidation de la paix par l'intermédiaire du compte spécial pluriannuel seront affectées au mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix du Fonds pour la consolidation de la paix et sont gérées conformément à la résolution 78/257 de l'Assemblée générale. En particulier, le Secrétaire général présente chaque année un rapport à l'Assemblée sur le projet de budget-programme pour le Compte pour la consolidation de la paix, comportant une annexe énumérant les projets proposés, les pays bénéficiaires, le budget pour chaque pays et les objectifs visés. Le Secrétaire général fournit des informations supplémentaires, selon qu'il convient, au cours des séances de la Cinquième Commission. En outre, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix soumet au Groupe consultatif, pour examen, une liste de projets proposés, où figurent, pour chaque pays bénéficiaire, un budget et les objectifs visés, et sollicite des conseils stratégiques et pratiques ainsi que des recommandations concrètes sur ces projets et fait rapport à ce sujet à la Commission de consolidation de la paix.**

#### 4. Gestion du Fonds pour la consolidation de la paix

4.1 Sous l'autorité du Secrétaire général, le Chef du Bureau d'appui à la consolidation de la paix assure la direction générale et l'encadrement de la gestion du programme du Fonds pour la consolidation de la paix et il en contrôle les activités. Le Bureau ~~du Fonds des fonds~~ d'affectation spéciale ~~multidonateurs~~ **pluripartenaires** du PNUD fait fonction d'agent d'administration du Fonds ; il est chargé d'administrer le Fonds, de recevoir les contributions des donateurs, de décaisser les fonds et d'établir des rapports descriptifs et financiers consolidés conformément au présent mandat, sous l'autorité du Chef du Bureau d'appui à la consolidation de la paix. Le Bureau ~~du fonds des fonds~~ d'affectation spéciale ~~multidonateurs~~ **pluripartenaires** du PNUD administre le Fonds pour la consolidation

de la paix conformément aux règlements, règles, directives et procédures du PNUD. Un accord officiel établissant la responsabilité fiduciaire, les modalités de programmation au niveau des pays et les rapports à produire sera négocié directement entre le Chef du Bureau d'appui à la consolidation de la paix et le Bureau du Fonds des fonds d'affectation spéciale ~~multidonateurs~~ **pluripartenaires** du PNUD.

4.2 Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, en consultation avec l'agent d'administration et les allocataires, ~~établit a établi~~ les politiques, directives et procédures opérationnelles du Fonds. **Ces procédures répondent aux exigences énoncées par l'Assemblée générale dans sa résolution 78/257 en ce qui concerne les contributions statutaires affectées au Fonds pour la consolidation de la paix par l'intermédiaire du Compte pour la consolidation de la paix.**

4.3 Les ressources du Fonds pour la consolidation de la paix sont utilisées pour financer les coûts directs et indirects des projets administrés ou exécutés par les allocataires. Elles peuvent aussi être utilisées par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix pour financer des activités du Fonds aux niveaux international et national. Le montant global des frais d'administration au titre de l'exécution du programme et de la gestion du Fonds ne devra pas dépasser 11 % des sommes reçues.

4.4 Les allocataires assument l'entière responsabilité financière et programmatique des fonds qui leur sont versés par l'agent d'administration du Fonds. Lorsque l'allocataire fait partie du système des Nations Unies, ces fonds seront administrés conformément à son règlement et à ses règles, directives et procédures. Tous les autres allocataires devront se conformer, s'agissant des ressources financières reçues du Fonds pour la consolidation de la paix, aux principes d'information financière et de contrôle des comptes appliqués par l'Organisation des Nations Unies.

## 5. Dispositions relatives à la gouvernance

5.1 L'Assemblée générale guide l'action du Fonds pour la consolidation de la paix. Sur la base du rapport analytique annuel rendant compte des enseignements tirés présenté par le Secrétaire général conformément à la section 6 ci-après, l'Assemblée et la Commission de consolidation de la paix peuvent proposer des orientations pour l'utilisation du Fonds.

5.2 La Commission de consolidation de la paix appuie l'élaboration de stratégies intégrées de consolidation de la paix et de relèvement après les conflits et formule des conseils stratégiques sur les pays dont elle est saisie.

5.3 **En outre, la Commission de consolidation de la paix accueille chaque année un dialogue stratégique informatif et interactif (réunion annuelle du Fonds pour la consolidation de la paix), au cours duquel le Bureau d'appui à la consolidation de la paix demande l'avis de la Commission sur les priorités, en particulier pour les contributions statutaires, conformément aux fonctions que la Commission assume en qualité d'organe consultatif<sup>3</sup>.**

5.4 Le Secrétaire général constituera un groupe consultatif indépendant chargé d'évaluer et de contrôler la rapidité et la pertinence de l'affectation des ressources du Fonds de consolidation de la paix et d'examiner les rapports d'activité et les rapports financiers. Sur la base de candidatures présentées par les États Membres, le Secrétaire général nommera au Groupe consultatif un maximum de ~~40~~ **12** personnalités éminentes choisies en fonction de leur expérience de la consolidation de la paix ~~et~~

<sup>3</sup> Répond également au paragraphe 5 c) de la résolution 70/262 de l'Assemblée générale et de la résolution 2282 (2016) du Conseil de sécurité encourageant à renforcer les synergies entre la Commission de consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix.

~~originaires de toutes les régions du monde, en tenant compte de l'importance de la~~  
**représentation régionale et de l'égalité des genres**, notamment de pays qui  
 contribuent au Fonds, **et en prenant en considération les régions ayant investi de**  
**manière significative dans le Fonds pour la consolidation de la paix**. Le Groupe  
 consultatif, dont les membres seront nommés pour une période de deux ans, se réunira  
 au moins deux fois par an avec le soutien du Bureau d'appui à la consolidation de la  
 paix.

**5.5 En ce qui concerne les contributions statutaires, l'Assemblée générale  
 donnera des orientations en examinant et en approuvant le budget-programme,  
 comme indiqué plus haut à la section 3.**

## **6. Information, responsabilité, transparence et audits**

6.1 L'agent d'administration présentera au Secrétaire général, par l'intermédiaire  
 du Chef du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, des rapports descriptifs et  
 financiers consolidés, établis sur la base des rapports présentés par les organismes  
 allocataires des Nations Unies, qui proposent une réflexion sur les enseignements  
 tirés. Ces rapports consolidés, qui comprennent des sections consacrées aux divers  
 pays, seront présentés par l'agent d'administration au Bureau d'appui à la  
 consolidation de la paix à intervalles réguliers, comme indiqué dans l'accord officiel  
 visé au paragraphe 4.1 ci-dessus.

6.2 Le Secrétaire général présentera à l'Assemblée générale un rapport annuel établi  
 à partir des rapports consolidés soumis par l'agent d'administration, qui sera complété  
 par des informations actualisées sur les résultats obtenus et des évaluations soumises  
 par les comités directeurs ~~nationaux mixtes~~ **compétents**. Le rapport annuel fera état  
 de toutes les sommes versées par le Fonds de consolidation de la paix et, au moyen  
 d'une méthode axée sur les résultats, rendra compte en détail des résultats obtenus, y  
 compris une analyse par genre. Des chiffres régulièrement mis à jour sur l'utilisation  
 des ressources du Fonds et des informations générales sur le Fonds seront publiés  
 régulièrement sur un site Web spécial.

**6.3 Le Secrétaire général rendra compte également chaque année de  
 l'exécution des projets financés au moyen de contributions statutaires,  
 notamment en ce qui concerne les activités menées, les progrès accomplis et les  
 dépenses engagées, ainsi que de l'application des recommandations formulées  
 par le Comité des commissaires aux comptes et par le Comité consultatif pour  
 les questions administratives et budgétaires.**

6.4 Le Fonds pour la consolidation de la paix fera l'objet tous les trois ans d'une  
 évaluation indépendante visant à évaluer son efficacité dans la réalisation de ses  
 objectifs et son action d'ensemble à l'appui de la consolidation de la paix. Le Bureau  
 d'appui à la consolidation de la paix met activement à profit les résultats des  
 évaluations, **des études d'impact** et les enseignements qui en sont tirés, **y compris  
 par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix**, de manière à constituer  
 rapidement un corpus de connaissances et de pratiques optimales sur l'utilisation du  
 Fonds.

6.5 Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix informera également les États  
 Membres et les donateurs, à intervalles réguliers, des résultats de l'action du Fonds  
 sur la base ~~des de ses~~ rapports et évaluations ~~visés aux paragraphes 6.1 et 6.3 ci-~~  
~~dessus. Une réunion annuelle du Fonds pour la consolidation de la paix est organisée~~  
~~pour afin de~~ donner à toutes les parties prenantes la possibilité d'examiner les progrès  
 réalisés par le Fonds et de tirer les enseignements voulus.

6.6 Le Fonds pour la consolidation de la paix est uniquement soumis aux procédures  
 d'audit interne et externe des Nations Unies.

## 7. Contributions au Fonds pour la consolidation de la paix

7.1 L'objectif de financement actuel du Fonds pour la consolidation de la paix, ~~fixé à 250 millions de dollars, devrait être accru pour tenir compte de l'évolution des besoins et activités du Fonds~~ conforme à l'ambition du Secrétaire général de voir un bond spectaculaire et à ce qui est prévu dans le pacte de financement de 2024, est de 500 millions de dollars par an.

### *Contributions volontaires*

7.2 Le Fonds recevra, au niveau mondial, des contributions volontaires des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et d'autres sources, y compris le secteur privé. Les contributions volontaires devraient rester la principale source de financement du Fonds.

7.3 Le Fonds pour la consolidation de la paix est un fonds permanent pluriannuel qui a besoin, pour fonctionner, de recettes continues. La réunion annuelle d'examen visée au paragraphe 6.4 5.3 ci-dessus peut être l'occasion de reconstituer les ressources du Fonds. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et le Bureau ~~du Fonds des fonds~~ d'affectation spéciale ~~multidonateurs~~ pluripartenaires du PNUD fourniront aux donateurs des rapports détaillés sur les activités et les dépenses du Fonds afin d'appuyer toute demande de reconstitution de ce dernier.

### *Contributions statutaires*

7.4 En 2023, l'Assemblée générale, dans sa résolution 78/257, a décidé de créer un compte spécial pluriannuel, le Compte pour la consolidation de la paix, destiné expressément au financement du Fonds pour la consolidation de la paix. Conformément à la résolution précitée, le Compte pour la consolidation de la paix sera géré par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix dans le respect du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies ainsi que du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation. Les contributions statutaires affectées au Fonds sont administrées par le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du PNUD séparément des contributions volontaires<sup>4</sup>.

## 8. Examen et modification du présent mandat

8.1 Le Chef du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, en consultation avec le Groupe consultatif, peut engager une procédure formelle de modification du mandat. Toute modification du présent mandat fera l'objet de consultations menées en collaboration avec la Commission de consolidation de la paix et ouvertes à tous les États Membres et sera ensuite présentée par le Secrétaire général à l'Assemblée générale.

---

<sup>4</sup> Résolution 78/257 de l'Assemblée générale, paragraphes 7 et 11.